

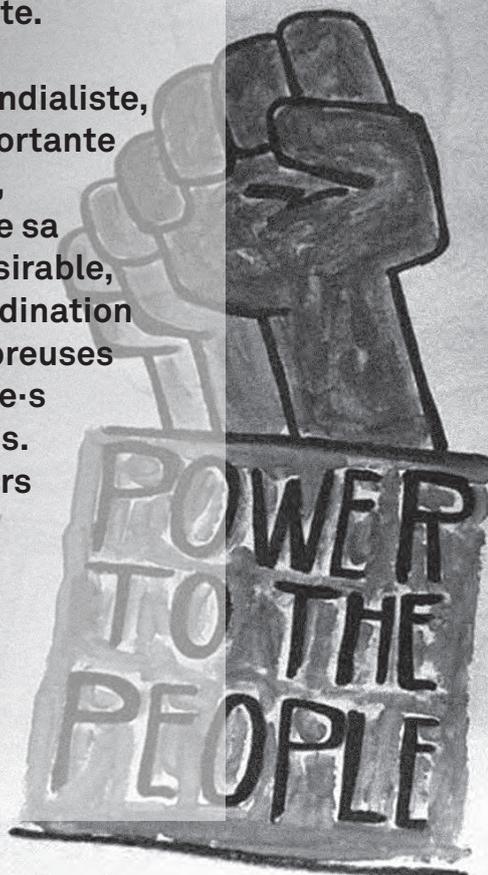


Contre le G7, pour un autre monde

Du 24 au 26 août, Macron accueillera le G7 à Biarritz. Cet archaïque collège économique et financier ne semble pas vouloir disparaître. Grandes prêchesses du système néolibéral qui met à sac notre planète et fait souffrir les peuples de ses politiques austéritaire et pro-business, les sept puissances et la Commission européenne se réunissent cette année sur le thème des inégalités.

Le cynisme n'aurait donc pas de limite. Dans la lignée des contre-sommets qui ont forgé le mouvement altermondialiste, la réponse citoyenne s'annonce importante encore, cette année au Pays basque, terre de résistances. Pour y défendre sa volonté d'un monde plus juste et désirable, Attac participe pleinement à la coordination de la lutte locale, aux côtés de nombreuses associations, syndicats et citoyen-ne-s et vous y donne bien sûr rendez-vous. Ensemble, éteignons les sept brasiers du capitalisme !

numéro 118 juillet 2019



Le G7 de Biarritz, un sommet pour rien mais le symbole des dégâts du capitalisme néolibéral

Du 24 au 26 août 2019, le Groupe des sept, ou G7, se réunit à Biarritz, au cœur du Pays basque. Le G7 se réunit tous les ans et regroupe les chefs d'État et de gouvernement des principaux pays occidentaux : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Rappel historique

Le G7 a été créé en 1975 sous la forme d'un G6 (sans le Canada qui l'a rejoint en 1976, de même que l'Union européenne qui y participe en tant qu'invitée) avec comme objectif la coordination des politiques économiques et financières face à la crise économique qui s'amorçait. Après la dislocation de l'Union soviétique et la généralisation de la mondialisation néolibérale à la majorité des pays de la planète, la Russie l'a rejoint en 1997, jusqu'à son exclusion en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée.

Dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, le G7 (ou G8 selon les années) était un élément important de la "gouvernance internationale" qui s'était mise en place après la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est. La mondialisation néolibérale des années 1990 allait de pair avec une phase de multilatéralisme qui s'appuyait sur des institutions internationales qui jouaient un rôle essentiel. Le "consensus de Washington", qui édictait les règles du néolibéralisme, était celui des directions de Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du département du Trésor des États-Unis, toutes trois situées dans un même quartier de Washington. La libéralisation des échanges et du commerce a abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en



© Attac France

1995. L'Organisation des Nations unies (ONU), de son côté, se chargeait des grandes questions sur lesquelles une convergence des différents États était jugée importante avec par exemple les conférences de Rio en 1992 sur l'environnement, de Beijing en 1995 sur les droits des femmes, d'Istanbul en 1996 sur l'habitat... Le G7 n'a jamais eu un statut formel lui donnant une fonction particulière. Mais en regroupant les principaux dirigeants de la planète, il jouait un rôle d'impulsion essentiel au développement de la mondialisation et du multilatéralisme.

*Les dirigeants du G7 appliquent
dans leur propre pays des politiques similaires
sur des sujets majeurs : migrations, crise
climatique et environnementale, questions sociales,
montée des politiques répressives, militarisation...
sujets sur lesquels il est indispensable
de se mobiliser et faire entendre nos alternatives.*

Le contexte actuel

Les premières tensions entre grandes puissances sont apparues, sous la présidence de Bill Clinton, avec les guerres dans l'ex-Yougoslavie où la Russie s'est opposée aux interventions américaine et européenne. Alors que la Première guerre du Golfe, en 1991, avait été conduite sous l'égide de l'ONU, les interventions dans les Balkans ont été le fait de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ces craquements dans

Contre le G7, pour un autre monde juillet 2019



la gestion multilatérale du monde sont devenus des fractures ouvertes avec ensuite la guerre en Irak menée par les États-Unis et le Royaume-Uni en 2003. Les tensions ne se sont pas limitées à l'intervention en Irak : l'OMC s'est vite retrouvée paralysée, n'arrivant pas à conclure le cycle de Doha, la désastreuse gestion par le FMI de la crise argentine a poussé la plupart des pays en développement à tout faire pour ne pas passer sous ses fourches caudines, et l'ONU a vu son rôle être marginalisé. Dans la période la plus récente, l'élection de Donald Trump a poussé ces tensions à leur paroxysme, et le G7 n'échappe pas à ces divisions. Sa dernière réunion, au Québec l'an dernier, en a été la caricature : Donald Trump a dénoncé le communiqué final – pourtant sans consistance et qu'il venait de signer – dans le vol qui le ramenait aux États-Unis !

Il n'est donc plus possible de dénoncer le G7 comme "directoire du monde", comme le mouvement altermondialiste le faisait au début des années 2000, car il est d'ores et déjà certain qu'aucune décision importante ne sera prise à Biarritz. Mais il n'est pas possible, pour autant, de se désintéresser de ce sommet, du fait notamment de son impact médiatique qui permettra de faire entendre la voix des peuples. De plus, les dirigeants du G7 appliquent dans leur propre pays des politiques similaires sur des sujets majeurs : migrations, crise climatique et environnementale, questions sociales, montée des politiques répressives, militarisation... sujets sur lesquels il est indispensable de se mobiliser et faire entendre nos alternatives.

S'opposer aux politiques néolibérales, militaristes et répressives

Si les dirigeants du G7 sont divisés sur des questions géopolitiques importantes (Iran, Moyen-Orient, Brexit, etc.), ils appliquent des politiques similaires dans leur pays et vis-à-vis de leurs zones d'influence.

- Nous assistons à une nouvelle vague de militarisme avec des budgets militaires en nette augmentation pour les pays du G7. Les interventions comme celle de la France au Sahel, et les risques d'intervention, en Iran par exemple, se multiplient.
- Les politiques anti-migrant·e-s sont similaires en Amérique du Nord et en Europe, avec la fermeture des frontières et le durcissement des conditions d'octroi de l'asile politique. Il faudra exiger, au contraire, l'accueil des réfugié·e-s, la régularisation des migrant·e-s et la garantie du droit de circulation.
- Partout, dans les pays du G7, s'appliquent des politiques d'austérité et de remise en cause du droit du travail et des conditions d'obtention des retraites. Nous nous opposons à ces politiques et revendiquons le développement des services publics et des politiques sociales.
- Devant la paralysie de l'OMC, les grandes puissances, en particulier les États-Unis et l'Union européenne, négocient des accords de libre-échange bilatéraux favorables aux multinationales et au détriment des droits sociaux et des politiques environnementales. Nous nous opposons à ces accords.
- Alors que les effets du dérèglement climatique sont chaque jour plus dramatiques et qu'il est maintenant évident que nous sommes à l'aube d'une sixième extinction de masse des espèces animales et végétales, les gouvernements des pays du G7, ou bien sont dans le déni (c'est le cas de l'administration américaine), ou bien appliquent des politiques qui sont très loin de celles qui seraient indispensables pour stopper ces évolutions catastrophiques.

Interpeller les gouvernements sur les priorités qu'ils affichent et défendre nos alternatives

Le gouvernement français veut mettre la lutte contre les inégalités au cœur du sommet de Biarritz, face à ce qui a toutes les chances de ne rester que des vœux pieux ; à nous d'exiger une réelle égalité hommes/femmes, la fin de toutes les discriminations, de genre, d'âge ou de couleur de peau. Plus généralement, les mobilisations des peuples dans le monde entier ont mis en avant des alternatives face au néolibéralisme et aux politiques autoritaires, celles-ci sont résumées dans les appels des coalitions basque et française mobilisées face au G7. Elles seront défendues pendant le sommet alternatif qui se tiendra à Hendaye et à Irun entre les lundis 19 et 26 août (détail du programme en fin de dossier).

Christophe Aguiton et Aurélie Trouvé

La crise du capitalisme s'accélère, c'est le moment de mettre la finance au service de l'intérêt général

Les objectifs affichés par la France pour le G7 sont de "lutter contre les inégalités grâce à une mondialisation régulée, plus juste et plus équitable". Disons chiche à Macron ! Désarmons les marchés, mettons les banques au service de la société et stoppons l'évasion fiscale, source majeure d'inégalité ! Dès sa création, Attac a mis l'accent sur le rôle moteur de la finance libéralisée comme instrument de domination de nos sociétés, de destruction des solidarités et d'instabilité. Une nouvelle crise financière globale se prépare. À l'occasion du G7, Attac propose ses alternatives afin de remettre la finance à sa place, sous contrôle citoyen et au service de la société.

Mettre les banques au service de la société

Le système financier mondial est dominé par les grandes banques, dont quatre sont françaises. Leur taille est telle que la défaillance de l'une d'elles met en péril la stabilité entière du système bancaire mondial. Ces géants de la finance sont une menace non seulement pour la stabilité économique, mais aussi pour la démocratie car ils bloquent les réformes et prennent en otage les autorités publiques. Nous demandons le démantèlement de ces conglomérats financiers, par la séparation totale de leurs activités de banque de détail et d'investissement. Nous voulons recréer des banques de proximité, proches des particuliers et des petites et moyennes entreprises, et nécessaires pour accompagner la relocalisation des activités.

Nous avons un deuxième impératif : promouvoir le contrôle social des banques, afin que celles-ci soient gérées dans l'intérêt de la collectivité. Elle-même doit être présente dans les nouveaux conseils d'administration via des représentants·e-s des collectivités publiques, des salarié·e-s, des associations de clients-usagers, d'ONG de défense de l'environnement, qui décideront ensemble comment mettre le crédit au service de la transition écologique et sociale.

Désarmer les marchés financiers

L'un des objectifs du G7 est de "préserver un système financier international solide". Désarmer les marchés pour les mettre hors d'état de créer une nouvelle crise financière est devenu un impératif. Deux séries de mesures s'imposent. Il s'agit en premier lieu d'interdire tous les instruments et les acteurs qui sont au cœur de la spéculation financière internationale. En second lieu, il est urgent de remettre en cause la libéralisation financière qui a favorisé la spéculation. Dans ce but, Attac propose que soit rétabli le contrôle des capitaux, et mis en œuvre une taxation des transactions financières (TTF). Nos propositions dans ce domaine ne sont plus taboues, sous l'effet de la crise. Le FMI défend désormais les contrôles de capitaux, et la Commission européenne a présenté une directive sur la TTF à laquelle Macron a opposé son veto !

Mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales

L'évasion fiscale met en péril notre modèle social de redistribution, sans qu'aucune mesure ambitieuse ne soit prise, ni au niveau national, ni au niveau international. Plutôt que collaborer, les États sont entrés dans une compétition au moins-disant fiscal. Actuellement, le discours dominant est celui de leur incapacité à taxer les multinationales qui utilisent des montages complexes mais légaux pour limiter leur imposition. Pourtant, des méthodes de lutte contre l'évasion fiscale existent. Parmi elles, la taxation unitaire est une solution simple et efficace portée par Attac et d'autres organisations de la société civile. Elle consiste à considérer le bénéfice consolidé de chaque multinationale. Chaque pays pourra alors définir la part du bénéfice réalisé sur son territoire en fonction de facteurs indiquant sa présence et son activité réelle comme les effectifs salariés, les actifs physiques (machines, usines, bureaux...) ou le montant des ventes. Cette méthode limitera grandement l'évasion fiscale car elle supprime notamment l'intérêt de la création de filiales dans les paradis fiscaux.

Malgré tous ses avantages, la taxation unitaire ne peut cependant être mise en place globalement qu'avec l'obligation d'un *reporting* pays par pays pour l'ensemble des entreprises. Or, on ne constate à l'heure actuelle aucune avancée en la matière. Le blocage est donc bien politique et non technique.

Rens Chazottes, Pierre Grimaud, Dominique Plihon

À l'occasion de la réunion préparatoire du G7 sur les questions financières, les 17 et 18 juillet, Attac publie un [rapport sur la taxation unitaire](#) pour mettre les décideurs politiques devant leurs responsabilités. Dans cette étude nous démontrons, à travers des exemples chiffrés, le caractère indispensable de la mise en place d'une telle taxe et nous présentons des propositions concrètes pour réussir cette transition vers un régime fiscal plus juste et efficace. Rapport à découvrir sur france.attac.org



G7 : face à Trump, les trois erreurs d'Emmanuel Macron

Théâtre annoncé des divisions entre “puissances occidentales”, le 45ème G7 de Biarritz – le 7ème que la France préside – masque mal l’impasse dans laquelle Macron, Trudeau et l’UE nous enferment : défendre le monde tel qu’il est, celui du néolibéralisme qui a nourri Trump et le Brexit, plutôt qu’inventer le monde de demain, celui qui pourrait résoudre les grands défis auxquels nous sommes confrontés.

Le spectacle est par contre garanti et va tenir les observateurs en haleine : les poignées de main entre Trump, Macron et consorts, seront-elles viriles et énergiques, ou bien courtoises et diplomatiques ? Les États-Unis signeront-ils le communiqué final ? Donald Trump sera-t-il sur la photo finale ? Quel rôle auront joué les “Premières dames” ? Suspense.

La formule pour résumer les enjeux a déjà été utilisée : le G7 va-t-il se transformer en G1+6, consacrant la puissance américaine face à l’impuissance européenne, ou en G6+1, indiquant l’isolation des États-Unis face à l’affirmation des six autres pays membres historiques du G7 (France, Canada, Royaume-Uni, Italie, Japon, Allemagne). Car là est le pitch du prochain G7 : les tensions affichées sur le commerce international, le dossier iranien ou encore le réchauffement climatique, vont-elles achever de “diviser le camp occidental” ?

Éditos et articles de presse salueront le front commun affiché par les six autour de Macron ! La défense d’un “multilatéralisme fort” sera saluée face à “l’isolationnisme” de Trump, l’idée d’être prêts à signer un communiqué commun de fin de G7 sans les États-Unis sera louée, tout comme la dénonciation des taxes américaines et la défense de la mondialisation des échanges, supposée préférable au protectionnisme des États-Unis. Et pourtant, ce sont bien les politiques préconisées par le G7 qui nourrissent les nationalismes depuis des années, et ont favorisé leur arrivée au pouvoir.

Maxime Combes

La suite de cet article est à retrouver sur le site d’Attac : <https://attac.org/l/g7trump>

L’évolution des rapports internationaux et la démocratie

Un dossier à découvrir dans la publication *Les Possibles*, revue trimestrielle éditée par le Conseil Scientifique d’Attac, aborde dans son n°20 du printemps 2019, le sujet de la démocratie dans ses rapports avec la géopolitique mondiale. Une lecture passionnante à l’approche de ce contre-G7 !

Notre dossier s’ouvre par un article de Yorgos Mitralias, qui explique comment l’idée du socialisme renaît aux États-Unis, avec une campagne de fond de Bernie Sanders et d’Alexandria Ocasio-Cortez. Pascal Boniface montre ensuite que la politique de Trump, loin de signifier un retrait du rôle de “gendarme du monde” des États-Unis, constitue un “impérialisme débridé”.

Bernard Dreano analyse la tradition des gauches latino-américaines. Les forces progressistes ont le plus souvent choisi le “camp socialiste” face à “la violence de l’impérialisme américain”. Mais il s’agissait plus d’une alliance entre États que d’une convergence des peuples. Janette Habel puis Franck Gaudichaud continuent cette analyse de la situation en Amérique latine, un continent confronté à la violence de l’offensive réactionnaire américaine dans son “arrière-cour”, mais aussi aux contradictions des gouvernements progressistes. Enfin, Pierre Salama présente la situation économique, sociale et politique du Brésil après l’arrivée au pouvoir de Bolsonaro.

Nous reproduisons ensuite l’entretien accordé à la revue australienne *Redflag* par Hazam Hamouchene au sujet de la révolution algérienne de cet hiver. “Le mouvement se caractérise (...) par une participation significative des femmes, et en particulier des jeunes, qui constituent la majorité de la population.”

Claude Serfati met “en perspective le dangereux cours militaro-sécuritaire emprunté par les gouvernements français depuis quelques années”. Les ventes d’armes de la France tiennent lieu d’objectif stratégique et guident la politique extérieure du pays.

Dans un article court mais incisif, Odile Tobner dénonce la complicité criminelle des gouvernements français avec les dictateurs en Afrique centrale, notamment au Tchad et au Cameroun. Pour finir, Isabelle Bourboulon rappelle que les atteintes à la démocratie sont aussi le fait des grandes multinationales. Elle donne l’exemple de la rupture du barrage de Brumadinho, propriété de l’entreprise Vale, dans le Sud-est du Brésil.

Jean-Marie Harribey et Jean Tosti

extrait de l’introduction du numéro 20 de la revue : <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/>

Le G7 sur la voie du chaos climatique

Le G7 est né du choc pétrolier de 1973. Il a grandi pour “stabiliser” l’économie mondiale et a (mal) vieilli pour essayer d’assurer la domination de ses pays membres. C’est peu dire que la protection de l’environnement ou la lutte contre les dérèglements climatiques n’est pas vraiment dans son ADN. Par la force des choses, le G7 a pourtant été contraint de s’y intéresser.

Réuni à Tokyo début mai 1986 quelques jours à peine après le début de la catastrophe de Tchernobyl, le G7 s’est attaché à garantir (*sic*) au reste du monde la sûreté nucléaire civile : “l’énergie nucléaire est et restera une source d’énergie de plus en plus largement utilisée” affirma-t-il pour sauver l’industrie nucléaire de l’opprobre mondial. Dès l’année suivante, le G7 de Venise se félicitait “des progrès importants accomplis” en matière de “sûreté dans la gestion de l’énergie nucléaire”. Lorsque le G7 devint G8 –avec l’intégration de la Russie –, il prit également l’engagement d’œuvrer contre la prolifération nucléaire militaire (Moscou 1996).

C’est lors du G7 de Venise en 1987 que le terme “changement climatique” apparaît pour la première fois dans un communiqué final, comme l’un des sujets environnementaux auquel le G7 doit faire face. Il faudra néanmoins attendre le G7 de L’Aquila (Italie) en 2009 pour trouver un engagement chiffré, que le G7-G8 n’osera plus renouveler. Depuis, le G7 fait, au mieux, du surplace. Hors de question pour ses membres d’accepter de remettre en cause son orientation néolibérale, productiviste et croissantiste : désinvestissement des énergies fossiles et régulation des activités climaticides n’ont pas droit de cité. Les priorités n’ont pas changé. Les vieux réflexes pavloviens sont toujours là et le G7 contribue à creuser un peu plus le fossé entre la globalisation économique et la réalité de la catastrophe climatique et écologique.

Par contre, le spectacle est désormais garanti : face à Donald Trump, les six autres signeront le communiqué final. Le premier sera mis à l’index, les autres félicités. Sans que cela n’ait aucune incidence sur la réalité de leurs politiques qui nous conduisent vers un réchauffement de 3 à 4° C. Plutôt que dépenser des millions d’euros pour réunir un G7 dans un hôtel surprotégé, il serait préférable de créer un tribunal international pour juger les crimes climatiques. Nul doute que l’inaction irresponsable des dirigeants du G7 leur vaudrait comparution immédiate.

Maxime Combes



La mascarade du G7 Environnement

La réunion du G7 des ministres de l’Environnement s’est tenue à Metz du 4 au 6 mai. À cette occasion, le comité Attac Moselle s’est fortement mobilisé, avec d’autres acteurs locaux (collectifs, associations, syndicats, partis, citoyen·ne·s, Gilets jaunes) et a initié la création d’un large collectif : l’AlterG7Metz. Le collectif a organisé plusieurs événements afin de porter la voix citoyenne face à cette mascarade de G7 Environnement. Plusieurs temps forts : conférence de presse pour porter nos revendications citoyennes et rappeler l’urgence de mettre en œuvre la transition écologique ; une marche pour la justice écologique et sociale ; une action de désobéissance... Cette dernière a mobilisé une cinquantaine de militant·e·s, face à un important dispositif policier. Il s’agissait de jouer une scène de catastrophe climatique symbolisée par un die-in des victimes humaines et animales face aux dirigeant·e·s du G7 et des grandes multinationales les plus polluées et évadées fiscales. Comme attendu, absolument rien de concret n’est ressorti de cette réunion des ministres comme en témoigne la “Charte de Metz sur la biodiversité”, adoptée au terme de ce G7, qui est particulièrement vide de contenu et symbolique de l’absence de volonté politique de nos gouvernants en matière de justice écologique et sociale. Attac Moselle et l’AlterG7Metz restent donc plus que jamais mobilisés ! Rendez-vous à Biarritz en août !

Attac Moselle

G7 NON ! Du 19 au 26 août à Hendaye, mobilisons-nous face aux sept plus grands pyromanes de la planète

Du 24 au 26 août, sept chefs d'État parmi les plus riches de la planète se retrouvent à Biarritz, sous la présidence du G7 par la France. Ces sept grands pyromanes se retrouveront pour perpétuer un système au service des plus riches et des multinationales. Il est temps de les stopper et d'éteindre ce grand incendie du capitalisme. Face à l'écran de fumée de leurs beaux discours, il sera nécessaire de nous mobiliser là-bas pour y opposer l'urgence écologique, sociale et démocratique.

Entre terre et mer, nous voulons faire de ce contre-G7 un rassemblement des luttes citoyennes qui ont marqué l'année et pour construire nos futures mobilisations. Les 19 et 20 août seront consacrés à la préparation d'un village des alternatives. Les 21, 22 et 23 août, des conférences, débats, constructions de résistances, formations aux actions citoyennes... se dérouleront à l'initiative de nombreux syndicats, associations, mouvements, du Pays basque et d'ailleurs. Ils seront structurés autour de sept espaces représentant sept brasiers du capitalisme : la destruction du vivant, l'étouffement de la démocratie et l'exploitation sociale, l'hégémonie de la finance et des multinationales, le patriarcat et la domination des femmes, le rejet des migrants et la négation de leurs droits, la domination des peuples et les discriminations, les guerres et la domination des pays pauvres. Sept brasiers, que nous voulons éteindre par nos vagues de résistances et d'alternatives concrètes, à l'image des mouvements pour le climat, des Gilets jaunes, des luttes contre les grands projets imposés ou les accords de libre-échange, des marches des femmes, des solidarités avec les migrant·e·s, contre les racismes et les répressions policières...

Le 24 août, une manifestation aura lieu, comme une grande vague citoyenne face à l'incendie perpétré par les sept pyromanes de la planète. Les 25 et 26 août, nous clôturerons par les actions citoyennes construites les jours précédents.

Aurélie Trouvé



G7EZ : le contre-sommet en actions !

Même si à ce stade tout n'est pas réglé, nous pouvons d'ores et déjà annoncer que notre contre-sommet face au G7 se déroulera autour de sept thèmes illustrant les sept brasiers du capitalisme, et les résistances et alternatives qui y font face :

1. Protégeons la terre, défendons le vivant !
Contre la destruction de notre planète !
2. Un autre monde est vital ! Sortons du capitalisme !
3. Pas d'illégaux sur la planète !
Effaçons les frontières !
4. Pour un monde radicalement féministe !
À bas le patriarcat !
5. Pour un monde de justice et de solidarité
entre les peuples !
À bas les guerres et l'impérialisme !
6. Pour une démocratie sociale et des droits
pour toutes et tous ! À bas l'autoritarisme !
7. Respectons la diversité et la liberté des peuples ! Pour
un monde décolonial et sans discriminations !

Le contre-G7 sera composé de deux temps principaux :

Le temps du débat et des rencontres, principalement du 21 au 23 août, organisé autour de nos alternatives et résistances face aux sept brasiers du capitalisme.

Tous les mouvements intéressés, notamment Attac, vont proposer des ateliers et des formations pratiques liées à ces grands thèmes, pour constituer un programme commun. Sept grandes conférences viendront par ailleurs rythmer ces trois jours.

Les conférences et ateliers seront localisés sur le site du Village alternatif mais aussi dans les villes de Hendaye et Irun situées à quelques kilomètres. Plusieurs navettes et vélos permettront de rejoindre les différents lieux.

Contre le G7, pour un autre monde juillet 2019

Aujourd'hui, plus de 90 organisations et mouvements répartis entre la France, le Pays basque et l'Europe sont déjà à l'œuvre pour construire ce programme.

Les comités locaux d'Attac de la région, notamment ceux de Bayonne, des Landes, de Toulouse, Bordeaux, Pau et Mont-de-Marsan sont mobilisés et impliqués dans la coalition basque. Attac disposera d'un stand pour que les adhérent·e·s et les comités locaux puissent se rencontrer et discuter tout au long de la semaine et préparer la manif et les actions.

Le temps de l'action à partir du 24 août. Ce sera le jour de l'ouverture officielle du Sommet du G7 à Biarritz auquel nous répondrons par une grande manifestation de toutes et tous et qui descendra depuis Hendaye vers Saint-Jean de Luz. Nous la voulons non-violente, révoltée et colorée, joyeuse et bruyante face au monde de misère et d'inégalités que Macron et les six autres incendiaires nous imposent.

Les 25 et 26 août nous continuerons la mobilisation par des actions symboliques et citoyennes que nous aurons préparées les jours précédents.

Les deux premiers jours du contre-sommet, les 19 et 20 août, seront consacrés à la construction et l'installation de notre Village alternatif. On vous promet aussi quelques belles surprises qui illumineront nos soirées. Bref, venez comme vous êtes, avec votre esprit contestataire, vos bras et votre bonne humeur !

Au niveau logistique, une cantine autogérée sera assurée pour les sept jours, et nous disposerons de quelques logements en dur pour celles et ceux qui en auront le plus besoin. Pour les autres, il nous faudra amener le matériel de camping. Pour venir au contre-sommet, il faudra privilégier le co-voiturage et les cars organisés. Attention, même si nous n'avons pas encore de confirmation à cette heure, le bruit court que les gares de Bayonne, Biarritz et Hendaye seront complètement fermées durant les 24, 25 et 26 août.

Dernière chose, n'oubliez pas votre maillot de bain. Les plages de Hendaye et Irun sont magnifiques, entre deux débats et une manif, ce serait dommage de s'en priver !

Thomas Sommer et Annick Coupé



Pour aller plus loin

Des sites internet
pour se mobiliser :

L'espace dédié sur le site d'Attac :
<https://france.attac.org/se-mobiliser/contre-le-g7-et-son-monde/>

Le site de la plateforme basque :
<https://g7ez.eus/fr/>

Le site de la plateforme hexagonale "Alternatives G7":
<https://alternativesg7.org/>

A lire :

Dossier *Mondialisation*
Lignes d'Attac n°116 (janvier 2019)
<https://france.attac.org/nos-publications/lignes-d-attac/>

Dossier *Lien entre l'évolution des rapports internationaux et la démocratie*
Les Possibles n°20 (printemps 2019)
<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/>

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

secrétariat de rédaction
Nikolaz Berthomeau,
Franck Mithieux,
Jeanne Planche

coordination de ce dossier
Franck Mithieux,
Jeanne Planche

maquette
Stéphane Dupont
photographie couverture
Serge D'Ignazio
impression
Ça va print

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

